

## B. Âge

### 1. Sommaire des principales différences

Les différences d'opinion sur de nombreuses questions relatives au libre-échange se manifestent surtout entre deux tranches d'âge de la population : les jeunes et les personnes âgées de plus de 55 ans. En général, les premiers connaissent moins les détails des enjeux du libre-échange mais sont pourtant plus optimistes quant aux effets économiques du libre-échange pour le Canada. En revanche, les personnes âgées de 55 ans et plus sont mieux informées des questions de libre-échange, mais y sont moins favorables et ont plus tendance à en attendre des effets économiques négatifs.

Mentionnons notamment les différences suivantes :

- Un plus fort pourcentage de personnes âgées de 55 ans et plus affirme être au courant du traité, seulement 7 % d'entre eux environ déclarant qu'ils "ne sont pas au courant du tout". À l'autre extrême, les répondants âgés de 18 à 24 ans sont les moins informés, 75 % disant "n'être pas du tout au courant du traité";
- Les Canadiens de plus de 55 ans sont également les plus opposés au traité (50 %) et plus pessimistes que les jeunes répondants au sujet du libre-échange dans un certain nombre de domaines. Par exemple, ils sont moins convaincus que la moyenne des répondants que "nous pourrons maintenir les programmes gouvernementaux actuels, tels que l'assurance-chômage et l'assurance-maladie". En outre, plus les répondants sont âgés, plus augmente le pourcentage jugeant "très probable" que l'industrie canadienne de l'automobile perdra des emplois au profit des États-Unis;
- Les Canadiens âgés de 55 ans et plus ont également plus tendance à croire (61 % contre 55 % en moyenne) que l'industrie de l'agriculture souffrira d'un accord de libre-échange. En revanche, les Canadiens ayant atteint l'âge de la retraite pensent que l'Accord de libre-échange améliorera la situation dans l'industrie de l'énergie en général, et celle du pétrole et du gaz en particulier. Les répondants de la tranche d'âge opposée (de 18 à 24 ans) sont les plus optimistes, 54 % d'entre eux jugeant le libre-échange favorable pour le secteur de l'énergie.